

## Sur les solutions technologiques pour une agriculture durable dans l'Union européenne

À mesure que la population mondiale croît, le défi de répondre à la demande d'une nourriture saine et d'une nutrition optimale devient un des plus importants auxquels le monde est confronté. La demande mondiale de denrées alimentaires devrait augmenter de 70 % d'ici à 2050. La raréfaction des terres disponibles, la dégradation et la disparition de l'environnement, les pénuries d'eau, l'accroissement de la demande en énergie et l'apparition des nouveaux ravageurs et de maladies nouvelles mettent une pression considérable sur les milieux naturels. Il en résulte que les agriculteurs rencontrent de plus en plus de difficultés à produire des denrées de manière durable.

L'innovation technologique a une part essentielle dans la solution. Les technologies de l'agriculture, en particulier, offrent la potentialité de rendre les cultures plus productives et plus durables. Les agriculteurs, eux-mêmes, en ont conscience et s'en réjouissent. Ils sont en fait nombreux à voir dans la technologie – le génie génétique, la mécanisation et, de plus en plus, la numérisation – la seule façon réaliste de relever les défis de l'heure.

L'Union européenne devrait devenir un leader mondial pour ce qui concerne la technologie, l'innovation et la durabilité en agriculture. Le présent rapport a pour objet d'assurer à l'Europe un secteur agricole vibrant qui développe une large gamme d'innovations et de technologies pour tous les types d'exploitations, qu'elles soient qualifiées de conventionnelles, de biologiques ou autrement. Nous devons garantir que les avantages du progrès technique soient à la disposition de tous nos agriculteurs. Il est aussi important de découvrir des solutions qui valent à petite taille dans nos communautés rurales que de relever les défis qu'affrontent nombre de nos gros exploitants.

La nécessité d'améliorer la productivité, la compétitivité et les performances environnementales n'est pas qu'une question d'économie. Alors que près de 850 millions de personnes dans le monde, la plupart vivant dans les pays en développement, souffrent de malnutrition chronique, l'Europe connaît assurément une obligation morale d'optimiser l'output de son agriculture et d'augmenter sa production, quitte à le faire de la manière la plus durable.

Tandis que le souci planétaire de la sécurité alimentaire et environnementale a déplacé, ces dernières années, le foyer sur le secteur public de la recherche et du développement (R&D), l'agriculture européenne reste à la traîne de la plupart de ses concurrents internationaux. Ce n'est que par un investissement soutenu et prioritaire à la base de la recherche qu'il sera possible d'inverser la tendance.

Il faut prendre pour point de départ un investissement ciblé dans la recherche appliquée et translationnelle. Les recherches actuelles ne sont pas assez commercialisées si bien que les agriculteurs sont incapables de profiter des occasions fournies par la nouvelle technologie et l'innovation. D'ailleurs, quand elles sont développées, toutes ces technologies agricoles ne répondent pas forcément aux besoins des agriculteurs, soit parce que la technologie n'a pas

encore été optimisée ni adaptée aux conditions locales d'exploitation ou parce qu'elle est trop gourmande en capitaux et demeure hors de portée des petits agriculteurs.

Puisque les agriculteurs et les scientifiques occupent des places différentes dans le processus d'innovation, il n'est possible d'en améliorer les résultats qu'en rapprochant davantage les deux parties pour les faire œuvrer de concert. Les agriculteurs sont les usagers finaux des techniques de production et de gestion et les acteurs de toute la chaîne de l'offre qui développent lesdites technologies ne doivent pas hésiter à faire fond de leurs expériences pratiques. De même, s'ils se heurtent à un problème particulier sur une parcelle, les agriculteurs devraient avoir la possibilité de s'adresser directement aux scientifiques et de faire appel à la recherche fondamentale pour qu'elle les aide à trouver une solution.

Il faut œuvrer tous ensemble, l'Union et les États membres, l'académie et l'industrie, y compris les semenciers, les agrochimistes, les producteurs et les transformateurs, afin d'améliorer la translation de la recherche à la pratique, depuis la paille jusqu'à l'assiette: alors seulement l'Europe ouvrira une nouvelle phase d'innovation en agriculture.

Les récents investissements et de nouvelles priorités de financement aux échelons des États membres et de l'Union sont des signes encourageants. Le programme-cadre Horizon 2020 est le programme de recherche et d'innovation de l'Union européenne le plus vaste jamais mis en chantier, avec un budget de près de 80 milliards d'euros sur 7 ans.

Les États membres mettent aussi en place de nouveaux investissements. Au Royaume-Uni, par exemple, le gouvernement de Sa Gracieuse Majesté investit dans une nouvelle stratégie "Agri-Tech", qui vise à faire de ce pays, à l'échelle planétaire, un fourrier de la technologie, de l'innovation et de la durabilité en agriculture. Cette stratégie est désormais à l'œuvre: elle comprend un premier investissement de 70 millions de livres dans un Agri-Tech Catalyst, lequel est censé contribuer à l'accélération de la commercialisation de la recherche agricole, et un autre, de 90 millions de livres, dans l'établissement de centres d'innovation agricole destinés à appuyer les progrès d'une agriculture durable.

La clé pour que tout cela advienne se trouvera dans le fait de garantir les compétences appropriées, et d'attirer vers ce secteur les talents et l'expertise qui lui conviennent. Les compétences en recherche qu'il faut à l'appui de ce secteur changent rapidement et il existe désormais un risque avéré de pénurie de hauts talents en agronomie et en pathologie végétale, d'autant que, dans ces niches, nombre de professionnels expérimentés attendent la retraite. Dans une bonne partie de l'Europe, les centres d'éducation, de formation et d'innovation sont sur le déclin et ils ont besoin d'être ranimés, en particulier dans le domaine émergent de l'ingénierie agricole. En bref, il faut que l'Union et les États membres s'évertuent à rendre le secteur agricole en Europe plus attirant pour de nouveaux entrants, en exploitation, en recherche ou en développement technologique. Il faut en outre que les États membres collaborent plus étroitement avec l'industrie afin de redresser les perceptions négatives de ce secteur, jugé peu qualifié et peu technique, de sorte que l'agriculture puisse attirer les compétences requises.

Il importe aussi, au plus haut point, de créer un environnement réglementaire qui soit plus favorable à l'innovation, de sorte que les règlements de l'Union ne fassent plus obstacle à